



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire autorisant la société K2O
à modifier les conditions d'exploitation de son site de Liancourt-Saint-Pierre

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction de rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement ;

Vu les actes antérieurs autorisant la société K2O à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Liancourt-Saint-Pierre et en particulier l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 ;

Vu la demande formulée le 11 juillet 2013 par la société K2O en vue de modifier les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur la commune de Liancourt-Saint-Pierre ;

Vu le dossier déposé en appui de sa demande ;

Vu le rapport et les propositions du 11 avril 2014 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) émis lors de la séance du 7 mai 2014 au cours de laquelle le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 16 mai 2014 et sa réponse du 21 mai 2014 ;

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant consistent à :

- mettre en place un procédé bioréacteur par recirculation des lixiviats sur les casiers de la zone dite Liancourt 2 ;
- mettre en place un bassin de stockage des perméats issus du traitement des lixiviats ;
- mettre en œuvre une unité de valorisation thermique du biogaz par évaporation des perméats ;
- modifier les conditions de gestion des eaux pluviales.

Considérant que la mise en place d'un procédé bioréacteur est de nature à accélérer la méthanogénèse et donc améliorer les conditions de valorisation du biogaz ;

Considérant que les modifications sollicitées ne seront pas à l'origine d'effets non prévus par les autorisations antérieurement accordées à la société K2O pour son site de Liancourt-Saint-Pierre ;

Considérant en conséquence que les modifications prévues ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient cependant de compléter les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2008 susvisé afin notamment d'encadrer le fonctionnement des unités de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz ;

Considérant qu'il y a lieu de recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Généralités

Sous réserve du droit des tiers, la société K2O, dont le siège social est situé 19 rue Émile Duclaux, CS 10001 – 92268 Suresnes Cedex, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur la commune de Liancourt Saint-Pierre.

Ces modifications consistent à :

- mettre en place un procédé bioréacteur par recirculation des lixiviats sur les casiers de la zone dite Liancourt 2 ;
- mettre en place un bassin de stockage des perméats issus du traitement des lixiviats ;
- mettre en œuvre une unité de valorisation thermique du biogaz par évaporation des perméats ;
- modifier les conditions de gestion des eaux pluviales.

ARTICLE 2 : Conformité à la demande de modifications

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers présentés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés préfectoraux et les réglementations autres en vigueur. En particulier, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 non contraires aux dispositions du présent arrêté restent applicables.

ARTICLE 3 : Consistance des installations

Pour la recirculation des lixiviats bruts dans le massif de déchets, les installations sont les suivantes :

- un dispositif d'alimentation constitué d'un groupe de pompage et d'une cuve tampon ;
- des canalisations d'acheminement vers les secteurs de réinjection ;
- des tranchées de recirculation équipées de drains de réinjection.

Pour le traitement in-situ des lixiviats et la valorisation du biogaz, les installations sont les suivantes :

- une unité mobile de traitement par osmose inverse ;
- un bassin d'une capacité minimale de 2 400 m³ de stockage de perméats issus du traitement des lixiviats ;
- un module de valorisation du biogaz et d'évaporation des perméats.

ARTICLE 4 : Recirculation des lixiviats

Les dispositions du présent article sont applicables aux casiers de la zone d'exploitation dite Liancourt 2.

Article 4.1 : Conception de l'installation

Les lixiviats bruts sont réinjectés de façon gravitaire sous la couverture étanche au moyen de drains en PEHD. Le dimensionnement des installations permet une répartition homogène des lixiviats. Les drains sont placés dans des tranchées drainantes creusées dans la masse de déchets. Ces tranchées sont remblayées par un matériau drainant de nature non calcaire. Un géotextile de protection est installé en haut de tranchée pour protéger le matériau drainant des matériaux de recouvrement. Les tranchées sont situées à une distance minimale de 15 mètres par rapport au bord des talus.

Les lixiviats à recirculer sont issus des bassins de stockage de lixiviats prévus à l'alinéa 1 de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 et acheminés via un dispositif de réinjection (groupe de pompage, cuve tampon, réseau d'adduction en surface équipé de vannes d'arrêt et de vannes permettant de sélectionner la tranchée de réinjection à alimenter).

Un plan de l'installation est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.2 : Couverture finale

Dès la fin du comblement d'un casier, une couverture étanche est mise en place.

La couverture finale est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collectes appropriés.

La couverture présente une pente suffisante pour assurer l'écoulement des eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne doit cependant pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

Cette couverture est composée, du bas vers le haut :

- d'un réseau de captage du biogaz associé au système de recirculation ;
- d'une couche d'argile compactée d'une épaisseur minimale de 50 cm, d'une perméabilité d'au plus 10^{-6} m/s ;
- d'une géomembrane soudée ou d'un dispositif équivalent ;
- d'un système de drainage des eaux pluviales de la couverture (de type géocomposite de drainage ou équivalent) ;
- d'une couche végétalisable d'une épaisseur minimale de 50 cm permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration et régulièrement entretenue.

Avant la mise en place de la couverture finale et dans l'attente du tassement des casiers, une couverture provisoire peut être mise en place pendant une durée maximale d'un an. Cette couverture provisoire est composée, du bas vers le haut :

- d'un réseau de captage du biogaz associé au système de recirculation ;
- d'une couche d'argile compactée d'une épaisseur minimale de 50 cm, d'une perméabilité d'au plus 10^{-6} m/s .

Article 4.3 : Suivi de l'exploitation

Pour chaque casier, le volume de lixiviats collectés et réinjectés est suivi en continu et enregistré. De plus, l'exploitant tient à jour une comptabilité hebdomadaire de la hauteur de lixiviats dans les puits.

Article 4.4 : Analyse des lixiviats

L'exploitant procède à des analyses trimestrielles des lixiviats. Ces analyses sont effectuées sur un prélèvement représentatif issu des bassins de stockage des lixiviats et sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Ces analyses portent sur les paramètres suivants :

- pH ;
- conductivité ;
- potentiel d'oxydoréduction ;
- matières en suspension (MES) ;
- demande chimique en oxygène (DCO) ;
- demande biologique en oxygène (DBO₅) ;
- carbone organique total (COT) ;
- hydrocarbures totaux ;
- azote global (azote organique, azote ammoniacal et azote oxydé) ;
- azote ammoniacal (NH₄) ;
- phosphore total ;
- indice phénols ;
- métaux totaux (dont Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) ;
- chrome hexavalent ;
- arsenic (As) ;
- chlorures ;
- fluor et composés ;
- cyanures libres ;
- composés organiques halogénés en AOX.

Un suivi de l'évolution des paramètres dans le temps est effectué afin de vérifier que la recirculation des lixiviats n'induit pas de concentration des polluants dans les lixiviats.

Ces dispositions remplacent les dispositions relatives aux analyses des lixiviats prévues à l'article 39 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008.

Article 4.5 : Suivi du biogaz

L'exploitant établit un bilan mensuel des volumes de biogaz produit par chaque alvéole.

De plus, les paramètres suivants sont mesurés sur le biogaz capté dans chaque alvéole à la fréquence spécifiée :

| Paramètres | Fréquence |
|---|-----------|
| CH ₄ , CO ₂ , O ₂ | Mensuelle |
| H ₂ S, H ₂ , H ₂ O | Annuelle |

Article 4.6 : Suivi des tassements

Un suivi des tassements par mesure topographique est réalisé deux fois par an pendant les deux premières années suivant la mise en place du procédé bioréacteur puis annuellement ensuite.

Article 4.7 : Maintenance

L'installation est surveillée et entretenue par des personnes formées à cet effet.

Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. Elles définissent les paramètres de suivi et d'alarme importants pour la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation.

Article 4.8 : Bilan annuel

L'exploitant établit un bilan annuel du fonctionnement du bioréacteur. Ce bilan contient a minima pour chaque casier :

- le bilan des lixiviats collectés et réinjectés ;
- le bilan des volumes de gaz captés ;

- une synthèse des résultats des mesures des paramètres de suivi ;
- le bilan des tassements ;
- les mesures d'amélioration et d'optimisation du procédé.

Ce bilan est intégré au rapport d'activité prévu à l'article 45 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008.

ARTICLE 5 : Traitement in-situ des lixiviats

Article 5.1 : Gestion des lixiviats

Les lixiviats collectés sur le site dans les conditions définies à l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 et qui ne sont pas réinjectés dans les conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté sont traités :

- prioritairement sur site par une unité mobile de traitement des lixiviats ;
- de façon occasionnelle dans une station d'épuration externe dans les conditions prévues à l'article 37 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008.

Article 5.2 : Conception de l'installation de traitement in-situ

Les lixiviats sont traités dans une unité mobile de traitement par osmose inverse.

Les sous-produits de l'unité de traitement sont :

- les perméats qui sont stockés avant envoi dans le module de valorisation du biogaz dans un bassin d'une capacité minimale de 2 400 m³. Ce bassin est équipé d'un géosynthétique garantissant son étanchéité ;
- les concentrats qui sont stockés dans un bac étanche de l'unité mobile de traitement des lixiviats dans l'attente des résultats des analyses imposées à l'article 5.6, avant retour dans le massif de déchets ou envoi dans une installation régulièrement autorisée ;
- les rétentats qui sont acheminés dans les bassins de stockage de lixiviats prévus à l'alinéa 1 de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 pour retraitement.

L'unité de traitement mobile des lixiviats est couverte et ventilée pour limiter les odeurs.

Article 5.3 : Campagne de traitement

L'exploitant réalise une ou deux campagnes annuelles de traitement d'une durée de six à dix semaines. Des campagnes additionnelles de traitement peuvent être prévues en fonction des besoins du site.

L'inspection des installations classées est informée par courrier de la date des campagnes de traitement au moins un mois avant leur début.

Article 5.4 : Suivi de l'exploitation

À chaque campagne de traitement, l'exploitant tient à jour une comptabilité des données suivantes :

- volume de lixiviats bruts traités ;
- volume de perméats traités ;
- volume de rétentats envoyés vers les bassins de stockage de lixiviats ;
- quantité de concentrats produits, enfouis et/ou dirigés vers un exutoire extérieur.

Article 5.5 : Analyse des perméats

Après chaque campagne de traitement des lixiviats et avant toute opération d'injection dans le module de valorisation du biogaz, l'exploitant procède à des analyses des perméats. Ces analyses sont effectuées sur un prélèvement représentatif issu du bassin de stockage des perméats et sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Ces analyses portent sur les paramètres suivants et les résultats doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

| Paramètre | Valeur limite |
|---|------------------|
| pH | Entre 5,5 et 8,5 |
| Conductivité | - |
| Matières en suspension (MES) | 35 mg/l |
| Carbone organique total (COT) | 70 mg/l |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | 125 mg/l |
| Demande biologique en oxygène (DBO ₅) | 30 mg/l |
| Azote global (azote organique, azote ammoniacal et azote oxydé) | 30 mg/l |
| Phosphore total | 10 mg/l |
| Phénols | 0,1 mg/l |
| Métaux totaux (*) | 15 mg/l |
| Cr ⁶⁺ | 0,1 mg/l |
| Cd | 0,2 mg/l |
| Pb | 0,5 mg/l |
| Hg | 0,05 mg/l |
| As | 0,1 mg/l |
| Fluor et composés | 15 mg/l |
| Cyanures libres | 0,1 mg/l |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) | 1 mg/l |

* : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants :

Pb, Cu , Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

En cas de non-respect de l'un des paramètres ci-dessus, les perméats sont envoyés vers l'unité de traitement des lixiviats afin d'y subir un second traitement et ce jusqu'à obtention d'analyses conformes.

Article 5.6 : Analyse et destination des concentrats

Après chaque campagne de traitement des lixiviats et avant toute opération d'injection dans un massif de déchets, l'exploitant procède à des analyses visant à démontrer le caractère non dangereux des concentrats. Aucune réinjection des concentrats dans le massif de déchets ne peut être réalisée sans que l'exploitant soit en mesure de justifier préalablement que ceux-ci constituent effectivement des déchets non dangereux qui respectent les critères d'admission du site de Liancourt-Saint-Pierre.

Dans le cas où les concentrats ne satisfont pas aux critères d'admission cités à l'alinéa précédent, l'exploitant dirige ces déchets vers une installation externe régulièrement autorisée à les recevoir.

Article 5.7 : Prévention de la pollution des sols

L'ensemble de l'unité mobile de traitement des lixiviats est positionné sur des bacs de rétention correctement dimensionnés afin d'éviter tout risque de déversement dans le milieu naturel.

Chaque rétention est équipée d'un capteur de niveau. Le franchissement d'un seuil de niveau haut défini sous la responsabilité de l'exploitant entraîne l'arrêt automatique de l'installation.

Les produits nécessaires à l'exploitation de cette unité (produits chimiques tels que soude, acide chlorhydrique, ...) sont également placés sur des rétentions correctement dimensionnées.

Les fiches de donnée de sécurité de chaque produit utilisé sont disponibles sur le site.

Article 5.8 : Prévention des risques

L'unité mobile de traitement des lixiviats est munie de moyens d'extinction dédiés et régulièrement contrôlés.

Une évaluation du risque ATEX de l'installation de traitement des lixiviats est effectuée et est formalisée dans un DRPE (document relatif à la protection contre les explosions) propre à l'installation.

Article 5.9 : Maintenance

L'installation est surveillée et entretenue par des personnes formées à cet effet.

Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. Elles définissent les paramètres de suivi et d'alarme importants pour la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation.

Article 5.10 : Bilan annuel

L'exploitant établit un bilan annuel du fonctionnement de l'unité mobile de traitement des lixiviats. Ce bilan contient a minima les données exigées aux articles 5.4, 5.5 et 5.6 du présent arrêté.

Ce bilan est intégré au rapport d'activité prévues à l'article 45 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008.

ARTICLE 6 : Injection des perméats et valorisation du biogaz

Article 6.1 : Conception de l'installation

Le procédé consiste en un module d'évaporation placé en aval de la torchère. Les perméats sont injectés dans les fumées chaudes. Les perméats sont évaporés par récupération de la chaleur issue de la combustion du biogaz.

Les gaz de combustion de la torchère sont portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

La torchère est équipée des dispositifs suivants :

- un détecteur de présence de flamme au niveau du brûleur ;
- un dispositif de mesure en continu de la température de combustion associé à un système d'enregistrement.

La défaillance de l'installation de brûlage du biogaz (coupure électrique, extinction de la flamme, ...) entraîne l'arrêt automatique de l'alimentation en biogaz.

La défaillance d'un paramètre de fonctionnement du brûleur de la torchère entraîne l'arrêt automatique de l'injection des perméats.

De plus, l'injection de perméats est interdite en cas de non-conformité des analyses de perméats prévues à l'article 5.5 du présent arrêté.

Article 6.2 : Suivi de l'exploitation

L'exploitant tient à jour une comptabilité des données suivantes, mesurées en continu :

- volume de perméats injectés ;
- volume de biogaz valorisé (par évaporation de perméats) et détruit.

Article 6.3 : Émissions atmosphériques

Les fumées issues de la torchère sont analysées selon les paramètres et la fréquence définis ci-dessous. Le point de prélèvement des fumées est situé après l'injection des perméats. Les prélèvements et les analyses sont effectués par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

| Paramètre | Fréquence | Valeur limite |
|------------------------------|---------------|------------------------|
| CO | Trimestrielle | 150 mg/Nm ³ |
| SO ₂ | Trimestrielle | 300 mg/Nm ³ |
| HCl | Annuelle | 50 mg/Nm ³ |
| HF | Annuelle | 5 mg/Nm ³ |
| NO _x | Annuelle | 500 mg/Nm ³ |
| Poussières | Annuelle | 40 mg/Nm ³ |
| COVNM totaux | Annuelle | 50 mg/Nm ³ |
| H ₂ S | Annuelle | 5 mg/Nm ³ |
| Pb | Annuelle | 1 mg/Nm ³ |
| Hg + Cd + Tl | Annuelle | 0,1 mg/Nm ³ |
| As+Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn | Annuelle | 5 mg/Nm ³ |

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression (273 K et 101,3 kPa) avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Lors de la première campagne d'injection de perméats, l'exploitant procède à une mesure comparative avec et sans injection de perméats, sur la base des paramètres définis au présent article, afin d'apprécier l'impact de l'injection des perméats sur la composition des fumées.

À l'issue de la première année, l'exploitant peut demander la révision de la fréquence des analyses et des paramètres analysés. Tous les éléments d'appréciation (dont les résultats d'analyse) sont apportés à l'appui de sa demande. Cette révision ne peut avoir lieu qu'après accord de l'inspection des installations classées.

Article 6.4 : Maintenance

L'installation est surveillée et entretenue par des personnes formées à cet effet.

Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. Elles définissent les paramètres de suivi et d'alarme importants pour la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation.

Article 6.5 : Bilan annuel

L'exploitant établit un bilan annuel du fonctionnement de la torchère. Ce bilan contient a minima les données exigées à l'article 6.2 du présent arrêté ainsi qu'une synthèse des résultats des analyses des rejets atmosphériques.

Ce bilan est intégré au rapport d'activité prévu à l'article 45 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008.

ARTICLE 7 : Transmission des résultats

Les résultats des mesures et analyses prescrites aux articles 4.3, 4.4, 4.5, 5.4, 5.5, 5.6, 6.2 et 6.3 et des bilans prévus aux articles 4.8, 5.10 et 6.5 sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 : Gestion des eaux pluviales

Les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 sont complétées par les dispositions du présent article :

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel via des bassins d'infiltration, par des bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale et permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

Les fossés permettant de collecter les eaux de ruissellement vers les bassins de stockage étanches sont également dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale.

Avant la mise en œuvre de la couverture finale du casier 3 de la zone Liancourt 2, la gestion des eaux de ruissellement sur le site s'effectue par le biais des bassins de stockage suivants :

| Nom de l'ouvrage | Volume (en m ³) | Origine des eaux pluviales | Rejet |
|-----------------------|-----------------------------|---|-----------------------|
| Bassin zone technique | 12 500 | Bassin versant Sud de Liancourt 1 + bassin versant Sud de Liancourt 2 | Bassin d'infiltration |
| Bassin zone d'entrée | 2 300 | Bassin versant Nord de Liancourt 1 + bassin versant Nord de Liancourt 2 + voiries | Bassin d'infiltration |

ARTICLE 9 : Garanties financières

Le tableau du montant des garanties financières de l'annexe III de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

| Année | Montant annuel en euros HT (approche forfaitaire globalisée) | État |
|------------|---|-------------------|
| 1 à n | 1 905 613 | Exploitation |
| | | |
| n+1 à n+5 | 1 429 210 | Post-exploitation |
| n+6 à n+15 | 1 071 907 | |
| n+16 | 1 061 188 | |
| n+17 | 1 050 576 | |
| n+18 | 1 040 070 | |
| n+19 | 1 029 670 | |
| n+20 | 1 019 373 | |
| n+21 | 1 009 179 | |
| n+22 | 999 088 | |
| n+23 | 989 097 | |
| n+24 | 979 206 | |
| n+25 | 969 414 | |
| n+26 | 959 719 | |

| Année | Montant annuel en euros HT (approche forfaitaire globalisée) | État |
|-------|---|------|
| n+27 | 950 122 | |
| n+28 | 940 621 | |
| n+29 | 931 215 | |
| n+30 | 921 903 | |

n : année d'arrêt d'exploitation

ARTICLE 10 :

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être appliquées, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 11 :

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

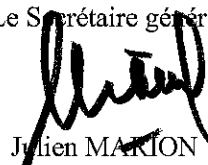
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 12 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspection des installations classées, le maire de Liancourt-Saint-Pierre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 22 mai 2014

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



Julien MARION

DESTINATAIRES

Société K2O 19 rue Emile Duclaux 92258 Suresnes

M. le Maire de Liancourt-Saint-Pierre

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

M. l'Inspecteur de l'environnement
s/c de M. le Chef de l'unité territoriale de l'Oise de la DREAL

M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours

